

Le 11 septembre 2001, les États Unis d'Amérique se voyaient frappés en plein coeur de leur territoire pour la première fois depuis la guerre civile (1861-1865). Or, cet évènement revêtait deux particularités: premièrement il ne s'agissait pas d'un état de guerre entendu comme le cadre conceptuel régulant les actes de violence entre états, et deuxièmement la cible, outre son aspect symbolique de place financière d'une grande démocratie, concernait des non combattants.

A la suite de cet événement, le 7 octobre 2001 les États Unis d'Amérique alliés à de nombreux pays décidaient d'une action militaire forte pour directement détruire tant le sanctuaire que le système politique qui soutenait les terroristes à l'origine des attentats sanguinaires. Depuis 7 ans, la France collabore à l'effort militaire en Afghanistan et renforce ses moyens opérationnels dans le cadre de l'ISAF (International Security Assistance Force) qui regroupe 40 pays dont 26 membres de l'OTAN et 14 hors OTAN.

En août 2008, le pays perdait dix de ses soldats au combat. Nos compatriotes prenaient alors conscience d'un monde réel empreint de risque, de violence et dans lequel la mort frappe. Dans le même temps revenait à nos mémoires le fait oublié depuis 46 ans qu'un conflit pouvait être gagné sur le terrain et perdu au plan politique.

La situation en Afghanistan nous conduit à poser plusieurs questions: Pourquoi avons nous des soldats engagés, avec quels buts de guerre?
Quelle est la nature du conflit?
Avec quels moyens? Une sortie du conflit est-elle envisageable ?

Nos troupes sont en Afghanistan pour quatre motifs principaux.

Le premier a été cité plus haut, il s'agissait de **détruire un sanctuaire du terrorisme**.

Le deuxième en découle car notre présence est désormais nécessaire pour **interdire aux talibans le retour aux affaires afghanes**, ce deuxième objectif sera long. En effet, pour être atteint il nécessite de sécuriser le territoire afghan et de le rendre aux afghans eux-mêmes. Envisager du reste un départ serait immédiatement exploité par les insurgés comme une grande victoire stratégique, avec exportation plus forte encore de leur pouvoir de nuisance vers les régions limitrophes, puis plus largement.

Le troisième est d'ordre moral car **le pouvoir taliban était la négation même de notre humanisme**. Il s'agissait du déni de l'égalité entre hommes et femmes, de la volonté d'établir une théocratie intégriste mondiale et de la destruction des idées de culture et de progrès. Cet objectif moral que nous avons choisi implique une conséquence. En l'utilisant comme argument pour notre maintien, nous l'avons ainsi rendu crucial à atteindre.

Le quatrième motif est en rapport avec **le rôle particulier de la France**. Nation cadre dans la structure otanienne qui avec le Royaume-Uni fait un effort significatif de défense, notre présence se trouve là primordiale si nous voulons voir l'Europe prendre sa place dans le concert des nations. En effet, l'Afghanistan se trouve dans une position géographique essentielle au carrefour de l'Iran, des ressources du Kirghizstan et bien sûr du Pakistan, dont la stabilité interne est préoccupante. Il faut souligner que l'effort européen est important: environ 4 milliards d'euros entre 2002 et 2006. Il était difficile à notre pays qui compte favoriser l'émergence d'une défense européenne de rester à l'écart de la coalition actuelle. Souvenons nous du reste que la majorité de nos opérations extérieures se déroulent désormais dans un cadre multinational.

> Nature du conflit:

Nous sommes confrontés à un conflit dit asymétrique. Or, plus que dans les moyens utilisés, plus que dans la différence technologique, c'est en définitive dans les objectifs de guerre que réside l'asymétrie. Du reste, il semble plus juste d'utiliser la terminologie employée par l'armée américaine d'insurgés et de guerre de contre-insurrection. Vocabulaire fondé par un militaire français redécouvert en France grâce à l'école de guerre américaine: **David Galula** dans son livre fondateur *Contre-Insurrection: Théorie et Pratique*, Economica 2008

Dans un tel conflit, il suffit au camp des insurgés de ne pas se reconnaître comme battu et de dénier la victoire au camp de la contre-insurrection pour l'emporter. A contrario, les pays occidentaux coalisés doivent assurer de manière pérenne la sécurité des populations afghanes face aux talibans qui terrorisent les civils en n'hésitant pas à pendre des adolescents de 14 ans supposés collaborer avec les forces alliées. Ainsi, contrairement à la perception initiale du conflit algérien, il ne s'agit pas simplement de tenir le terrain et d'éliminer l'insurrection mais surtout de permettre l'installation progressive d'une administration, de forces de sécurité et de structures étatiques auprès desquelles les populations trouvent sécurité et stabilité. Un tel objectif se heurte à la géographie montagneuse qui favorise l'isolement, rend les déplacements complexes et autorise le maintien de structures claniques ancestrales. Le concept d'État n'est pas enraciné dans plus de mille années d'histoire comme en France.

Les buts de guerre sont donc de rendre aux afghans un territoire progressivement sécurisé sous le contrôle de l'armée nationale afghane, puis d'une police afghane. Il ne s'agit pas des mêmes objectifs que ceux des soviétiques entre 1979 et 1989, encore moins de ceux des britanniques pendant les deux guerres anglo-afghanes (1839-1842, 1878-1881).

> Les moyens militaires de la France:

La question des moyens est par conséquent double. D'un côté, les budgets destinés à la

construction d'infrastructures (routes, dispensaires, écoles...) et à l'entraînement de l'armée nationale afghane. Dans ce cadre, l'Europe fournit une part non négligeable comme évoqué plus haut. De l'autre, les moyens militaires en hommes et en équipements qui ont fait l'objet de débats récents, voire d'une véritable désinformation. Il me faut rappeler ici que nos hommes partent après un entraînement soutenu et conscients des risques ultimes de leur engagement.

Au plan des matériels, les opérations ont mis en lumière la faiblesse de nos moyens dans plusieurs secteurs:

Au niveau **des hélicoptères de manoeuvre**. L'Armée de l'Air va voir trois de ses six caracals en opération. Cette sollicitation pose à terme deux difficultés majeures: la possibilité d'entraîner les pilotes, les équipages et la maintenance des machines avec l'épuisement rapide de leur potentiel. Que se passerait-il si l'un des appareils était abattu? Dans le domaine des drones, à Kandahar, la RAF et l'USAF emploient depuis des mois 25 drones predator et reaper capables de surveiller en continu des zones dangereuses, de détecter ainsi les mouvements suspects et de frapper si besoin avec des armes de précision (bombes guidées laser ou missiles air sol). Notre aviation ne possède aucun équipement de ce type. Nous sommes confrontés à la pression opérationnelle d'un achat sur étagères au risque de perdre la capacité ultérieure d'une production nationale. Les dernières décisions sont en réalité provisoires en terme de matériels.

Concernant *les forces terrestres de contact et de mêlée*, le besoin est crucial en tourelles télé-opérées sur nos véhicules d'appui. Nous manquons aussi d'équipements électro magnétiques de protection contre les dispositifs explosifs improvisés (Improvised Explosive Devices).

> La sortie du conflit

J'ai évoqué plus haut la résolution éventuelle du conflit. Il m'apparaît comme essentiel de prendre conscience que notre présence en Afghanistan devra être longue et continue pour atteindre nos buts de guerre. Elle sera couteuse en fonds, en matériels et en hommes.

Je souhaite par conséquent soulever quelques facteurs limitants:

Les insurgés savent bien que chaque perte humaine dans la coalition pèse sur les opinions publiques des démocraties. C'est là un point crucial. Notre pays n'a depuis 1962, de la guerre qu'une vision lointaine qui ne frappe qu'à distance du territoire et ne provoque que peu de morts au combat. Ceci, au sein d'unités engagées essentiellement dans les opérations de maintien de la paix. En outre, la vision virtuelle de la violence associée au confort matériel rendent bien éloignées

la rusticité du combattant et l'acceptation de la mort. Ceci nécessitera certainement un effort pédagogique et moral de la Nation pour accepter et supporter la disparition de jeunes compatriotes à 7 000 kilomètres de la métropole.

Naturellement, **l'état des finances publiques lié au vaste plan de réforme des armées** font qu'hommes et matériels sont à flux tendus pour les années à venir. L'intensification des opérations extérieures rend difficile la gestion humaine des régiments ou des escadrons. Elle obère les possibilités pour faire passer des qualifications à nos pilotes et elle use les matériels en opération dans l'attente des nouveaux équipements. Il est probable que nous aurons donc la nécessité d'investir massivement sur l'opération afghane et de limiter les autres opérations extérieures dans les années à venir.

> Le positionnement de la France :

Au plan diplomatique, je souhaite rappeler le rôle de la Russie dans la région. Souvenons nous que notre dispositif air passe par la base de Douchambé au Tadjikistan, présence française consécutive à l'accueil russe bienveillant. Il me semble souhaitable que la Russie, également confrontée au terrorisme islamiste, soit associée à une réflexion plus large sur la stabilisation de la région.

De l'autre côté de l'Atlantique, le changement d'administration fédérale engendrera-t-il un retrait ou la poursuite de l'effort des américains? Il semble que l'Afghanistan reste une priorité pour la nouvelle administration mais certains actes de guerre au-dessus du territoire pakistanais pourraient précipiter ce pays vers une décomposition de son État et de ce fait le faire basculer dans un camp opposé. Il est essentiel que le nouveau président donne des directives claires à sa diplomatie.

Enfin, l'absence de lisibilité directe de l'union Européenne, malgré la forte présence de militaires européens sur le terrain est une faiblesse pour transmettre un message lisible à la communauté internationale. En effet, il me semble utile d'indiquer, ceci est également valable sur le terrain, que les Européens sont alliés avec les États-Unis d'Amérique mais ne sont pas dans une attitude de simple suivisme.

Au total, ces réflexions m'apparaissent comme essentielles pour comprendre notre engagement, ses enjeux et préparer la Nation à un effort qui doit s'inscrire dans une durée de plusieurs années voire de quelques décennies.